

**Rainer Bendick**

### **Allemagne : Le poids d'une histoire nationale difficile à assumer**

Mesdames, messieurs, chers collègues,

L'histoire allemande est marquée par une rupture profonde : la dictature nazie. Il y a un « avant 1945 » et un « après 1945 ». Cette rupture marque l'identité de la République fédérale aujourd'hui.

La dictature nazie tient une place importante dans l'enseignement de l'histoire en Allemagne. Les 16 *Länder*, qui forment la République fédérale, sont responsables de l'éducation. Les 16 programmes d'histoire de la classe qui correspond à la troisième en France prévoient de consacrer entre 40 et 65 % des heures disponibles à l'histoire du régime national-socialiste.

Cette histoire est la face négative par rapport à laquelle la République fédérale se définit comme la première réussite démocratique de l'histoire allemande.

L'année 1945 est donc une date fondamentale de rupture. L'Allemagne d'aujourd'hui se considère comme un État démocratique et pacifique qui, certes, ne renie pas les tendances prédominantes de l'histoire allemande jusqu'en 1945, mais qui veut s'en démarquer de manière positive.

C'est pourquoi il n'existe pas de « roman national » en Allemagne, tel qu'on le trouve en France. Les commémorations de la Grande Guerre et la mémoire de la Seconde Guerre mondiale le montrent : les Allemands d'aujourd'hui, à l'exception des milieux néonazis, n'évoquent pas « nos poilus » ou « nos soldats » pour désigner les combattants allemands de l'armée impériale ou de la Wehrmacht. Le pronom possessif « nos » est frappé d'interdit, car l'Allemagne fédérale ne s'identifie pas à l'Empire allemand ; elle se considère comme un contre-exemple de démocratie, alors que la V<sup>e</sup> République française s'appuie sur les valeurs démocratiques et républicaines de la III<sup>e</sup> République et s'inscrit sciemment dans la continuité de l'histoire française.

Voilà une différence importante dans la conception de l'enseignement de l'histoire entre l'Allemagne et la France. L'histoire allemande d'avant 1945 ne permet pas une identification, elle appelle à une approche critique.

Comment alors faire avec des élèves ?

Pour y répondre, je ne vais pas vous parler de la situation complexe de l'enseignement de l'histoire en Allemagne. Je vais vous présenter un exemple tout à fait représentatif et puis – dans un deuxième temps plus court – je vous parlerai des effets que cette approche de l'histoire de la dictature nazie exerce sur la manière dont beaucoup de mes compatriotes regardent l'histoire et l'actualité.

Les vestiges du régime nazi se trouvent partout en Allemagne : les anciens sites des camps de concentration et les cimetières militaires. Les deux sont étroitement liés. Le peuple allemand – dans sa large majorité – était, jusqu'au printemps 1945, fidèle au régime nazi. Il ne faut pas oublier que la génération de mes parents et grands-parents ne s'est pas libérée du nazisme, mais qu'elle était son instrument, un instrument trop souvent obéissant et docile jusqu'à la défaite totale.

Comment dans ce contexte commémorer les soldats allemands morts pendant la Seconde Guerre mondiale ?

Pour répondre à cette question, je vous amène chez moi, au Nord d'Allemagne, dans le Sud-Est de la Basse-Saxe à Einbeck, une petite ville entre Hanovre et Göttingen [diaporama 2]. Près de cette ville, il y a un cimetière militaire où reposent plus de 300 morts [diaporama 3]. 42 parmi eux étaient des soldats de la Waffen SS. Les soldats sont morts en avril 1945 pendant les combats avec l'armée américaine.

Dans les alentours du cimetière, il y avait en 1945, huit camps de concentration. Il s'agissait d'un camp pour des jeunes, réfractaires au régime nazi et sept camps latéraux : les camps bien connus de Bergen-Belsen et de Buchenwald.

Bien évidemment, pour commémorer les soldats allemands, il faut aussi parler de ces camps, car l'action militaire des soldats allemands a retardé leur libération.

Le SESMA, le Service pour l'entretien des sépultures militaires allemandes, anime des projets scolaires au cours desquels les élèves créent des panneaux qui expliquent les cimetières militaires. Il y a deux ans, un tel panneau explicatif a été inauguré sur le cimetière en question<sup>1</sup> [diaporama 4].

Les élèves ont d'abord travaillé statistiquement sur les morts. 164 morts – 51 % du total – avaient entre 16 et 25 ans. Parmi les morts de 16 à 19 ans, le nombre des Waffen-SS est le plus élevé. Les élèves ont créé un graphique pour visualiser les chiffres [diaporama 5]. Puis, ils ont travaillé sur les motifs qui ont poussé un jeune, en 1944 ou 1945, à s'engager dans la Waffen-SS. Certes, l'éducation nazie en était responsable, mais c'est une réponse bien

---

<sup>1</sup>

[https://www.volksbund.de/fileadmin/redaktion\\_BG/Mediathek/LV\\_Niedersachsen/Salzderhelden\\_Tafel\\_2020.pdf](https://www.volksbund.de/fileadmin/redaktion_BG/Mediathek/LV_Niedersachsen/Salzderhelden_Tafel_2020.pdf)

trop simple, car cette éducation a joué sur des stratégies qui ne se limitent pas au racisme des nazis : ce sont la virilité, le culte de l'uniforme, un certain héroïsme qui font appel à l'engagement. C'est bien cela qui ressort de l'analyse des affiches de l'époque qui appellent à un engagement au sein de la Waffen-SS : « *Auch Du– toi aussi* » [diaporama 6]. Inutile de faire appel aux campagnes publicitaires des armées de nos jours...

Le plus important est le contexte historique des combats en avril 1945. Pour bien montrer les enjeux, on présente sur le verso du panneau une carte qui montre la ligne du front le 8 avril 1945, l'emplacement des 8 camps de concentration et la place de l'actuel cimetière militaire [diaporama 7]. Le Français Robert Antelme était un des prisonniers du camp de Brunshausen près de Bad Gandersheim [diaporama 8]. Le 4 avril, ce camp fut « évacué », c'est-à-dire les prisonniers malades furent fusillés, les autres ont été forcés à une marche de la mort. À côté de la carte, on a placé un bref extrait de l'autobiographie de Robert Antelme *L'espèce humaine*. Antelme décrit l'espoir des prisonniers quand ils entendaient le bruit du front, car ils pensaient être bientôt libérés. Mais les gardiens SS les ont forcés à une marche de la mort.

Voilà le contexte de l'engagement militaire des soldats allemands. C'est ce contexte de crimes qui interdit que l'on vante ou applaudit les exploits militaires de la Wehrmacht, que l'on vante ou applaudit le courage individuel des soldats allemands. Il est même impossible de présenter aujourd'hui l'action militaire d'avril 1945 comme une défense de la patrie – même si les jeunes soldats allemands partageaient exactement ce sentiment. Une telle approche gommerait les implications du courage des soldats allemands : les crimes du régime nazi.

Cela vaut pour toute la Seconde Guerre mondiale : les exploits militaires de la Wehrmacht, le courage individuel des soldats allemands étaient la condition pour les crimes racistes et bien plus que cela : la Wehrmacht elle-même, donc l'armée régulière composée d'appelés, a participé aux crimes – surtout à l'Est en Union Soviétique.

Depuis l'exposition de l'Institut hambourgeois de recherche sociale lancée en 1995 sous le titre « Les crimes de la Wehrmacht entre 1941 et 1944 », il est généralement admis – sauf dans les milieux de l'extrême-droite – qu'il est impossible d'honorer les actions militaires des soldats allemands. Le panneau explicatif en est un exemple.

Revenons au sujet de notre journée d'étude : « Enjeux politiques transnationaux dans l'enseignement de l'Histoire : entre de-nationalisation et re-nationalisation ».

Je viens de vous présenter une approche nationale pleine de bonnes intentions ; une approche qui veut mettre en garde contre le militarisme, contre le nazisme ; une approche qui veut sensibiliser aux aveuglements créés par une pensée militaire qui ne parle que de courage

et d'héroïsme et qui en oublie les conséquences néfastes. Mais, en même temps cette approche crée des malentendus au niveau européen, car la majorité de mes compatriotes regarde les conflits armés par ce prisme de la Seconde Guerre mondiale.

Pour terminer, je vous propose de s'attarder un instant sur deux autres exemples :

Quand le président Macron avait lancé l'idée d'une armée européenne, début novembre 2018, la chancelière Merkel avait réagi positivement mais d'une manière très floue, très peu concrète. Elle parlait de la « vision » d'une armée européenne. Cette réaction assez molle a suffi pour réveiller les démons du passé. Un courrier de lecteur du *Braunschweiger Zeitung* en témoigne : [diaporama 9]

« La création et l'entretien d'une armée est la condition élémentaire pour la déployer. Celui qui plaide en faveur d'une armée prépare la guerre. Rien appris de deux guerres mondiales ? »

L'expérience de deux guerres mondiales sert d'argument pour refuser des efforts militaires. Ce refus inspire la façon dont beaucoup d'Allemands regardent le passé et les conflits actuels.

Beaucoup parmi vous connaissent sûrement l'Historial de Péronne. Il ne glorifie certainement pas la guerre. Mais voici le commentaire qu'une Allemande a laissé dans le livre du visiteur : [diaporama 10]

« Il est bien dommage que ce musée impressionnant, très informatif et bien fait comprenne une boutique où l'on peut acheter tout ce qui anime la pensée guerrière. En 2018, il ne devrait rien y avoir de tel. »

L'auteure de ces lignes se référait ainsi aux gadgets militaires en vente à la boutique de l'Historial, des casques d'acier en plastique, des petits soldats en uniforme d'époque [diaporama 11].

Ce commentaire témoigne d'une méfiance profonde face à tout ce qui touche au monde militaire. Il atteste encore plus une vision de l'histoire qui se borne – même à l'étranger – aux habitudes nationales. C'est une vision qui, pleine de bonnes intentions, applique la mesure nationale aux autres au risque de créer que des malentendus.

Alors, que faire ?

Une approche nationale est inévitable pour certains sujets. Mais, même une approche nationale pleine de bonnes intentions ne suffit pas, elle peut – comme on vient de le voir - engendrer des malentendus. Ce qui nous faut, c'est la connaissance de l'autre, car cette

connaissance est une condition préalable à l'aptitude au dialogue transnational et pour savoir relativiser ses propres points de vue.

Ma conclusion : je n'ai qu'une seule, c'est l'Europe.

Il nous faut des approches qui réconcilient nos perspectives nationales avec les perspectives des autres. Ces approches existent bel et bien : je pense aux manuels binationaux, le manuel franco-allemand ou, plus récent, le manuel germano-polonais [diaporama 12].